

Présence à la tribune

Après les plaintes de 1979, la Stelco a engagé de 150 à 200 femmes, mais il en reste moins de 20 aujourd'hui.

Au Québec, nous avons le concours Démentas pour la publicité la plus sexiste. Si des compagnies comme la Stelco continuent à discriminer les femmes, je peux les assurer que je me chargerai personnellement de faire une campagne de publicité qui ne sera sûrement pas au goût de leur directeur de compagnie.

* * *

[Traduction]

LES PARCS NATIONAUX**ON PRÉCONISE LE MAINTIEN D'UN ÉQUILIBRE**

M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody): Monsieur le Président, la beauté des régions sauvages du Canada constitue l'un de nos biens les plus précieux. Notre réseau de parcs nationaux est un magnifique témoignage de notre engagement à préserver les trésors de la flore et de la faune canadiennes.

Le secteur forestier est le plus important du Canada, en termes de revenus d'emplois. En Colombie-Britannique, nous tirons notre gagne-pain du secteur forestier. En envisageant d'étendre considérablement la superficie des terres boisées réservées à nos parcs—dans des régions comme l'île Moresby, l'île Meares et le bassin de la rivière Stein—nous devons veiller à ne pas bouleverser l'équilibre précaire entre la préservation de l'environnement et la sauvegarde de nos moyens d'existence.

Tout a un prix, monsieur le Président. Par contre, il y a aussi des avantages. Tâchons de ne pas trancher cette question sans en avoir au préalable examiné le pour et le contre. La nature sauvage est le plus grand bien du Canada, et l'industrie d'extraction des ressources fait tourner l'économie nationale et nous fournit nos emplois. Il faut à tout prix de conserver cet équilibre vital et délicat.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. GEOFFREY PALMER, VICE-PREMIER MINISTRE, LEADER PARLEMENTAIRE DU GOUVERNEMENT ET MINISTRE DE LA JUSTICE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

M. le Président: Avant de passer à la période des questions, je tiens à signaler à la Chambre la présence à notre tribune de M. Geoffrey Palmer, vice-premier ministre, leader parlementaire du gouvernement et ministre de la Justice de la Nouvelle-Zélande.

Des voix: Bravo!

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE SEPT MEMBRES DU COMITÉ DES SERVICES AUX DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE TERRE-NEUVE

M. le Président: Je signale également à la Chambre la présence à notre tribune de sept membres du comité des services

aux députés de l'assemblée législative de Terre-Neuve, que dirige le président du comité, M. Tom Hickey, député.

Des voix: Bravo!**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

LES BANQUES

L'EFFONDREMENT DE LA BANQUE COMMERCIALE DU CANADA—LE RAPPORT DES RESPONSABLES DE LA RÉGLEMENTATION AUX ÉTATS-UNIS

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Finances et porte sur la Banque Commerciale du Canada. La ministre peut-elle confirmer si le rapport publié le 20 février par les responsables de la réglementation aux États-Unis faisait mention d'une ordonnance de ne pas faire contre la banque Westlands, en Californie, qui appartient en totalité à la Banque Commerciale du Canada?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'ai déjà dit que ce document provient des services de réglementation du gouvernement américain. Il n'est pas en mon pouvoir d'en divulguer la teneur. Je puis assurer à la députée, toutefois, que nous avons fortement insisté pour qu'il soit communiqué à notre comité.

LE VIREMENT DE FONDS À UNE BANQUE CALIFORNIENNE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, la ministre peut-elle nous confirmer qu'entre le 21 février et le 14 mars derniers, la Banque Commerciale du Canada a viré des millions de dollars à sa banque californienne en échange de prêts douteux?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je ne puis le confirmer pour le moment. Nous demandons que cette affaire soit renvoyée à un comité pour qu'il puisse en examiner à fond tous les aspects. Nous en avons discuté durant toute la semaine.

[Français]

LE RÔLE PRÉSUMÉ DE LA FEDERAL RESERVE BANK DANS L'AFFAIRE DES FAILLITES

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, nos sources d'information tant au Canada qu'aux États-Unis nous indiquent que le rapport de la Federal Reserve Bank concernant la Westlands Bank et daté du 20 février comportait un véritable ultimatum pour la Canadian Commercial Bank. Est-ce que le ministre pourrait confirmer que dans le cadre de cet ultimatum il y avait trois options: premièrement, accroître l'équité de la Canadian Commercial Bank dans la Westlands Bank; deuxièmement, de vendre la filiale américaine et, troisièmement, de transférer les bons prêts canadiens à la filiale américaine de telle sorte que la compagnie canadienne se retrouvait uniquement avec les mauvais prêts? Est-ce que le ministre peut confirmer ces points-là?